

Rejet du vote de confiance, démission du gouvernement : la Chambre d'Agriculture du Gers réagit



Rejet du vote de confiance, démission du gouvernement : la Chambre d'Agriculture du Gers réagit

Communiqué de la Chambre d'Agriculture du Gers :

"Rejet du vote de confiance

Démission du gouvernement

Pour la troisième fois en 2 ans la pagaille politique revient en France.

Une fois de plus l'agriculture dans toute la souffrance actuelle que nous connaissons va subir l'incompétence notoire de la politique française et de ses déboires.

Une fois de plus nous repartons dans une période incertaine dans laquelle aucune décision ne sera prise tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas remis en place.

À seulement 2 ans des échéances nationales politiques, une période noire plane désormais sur l'agriculture.

Aucun pouvoir de décision ne pourra descendre depuis nos instances politiques parisiennes au grand dam des agriculteurs qui attendent des mesures concrètes depuis des années.

Pire que cela, il se peut que d'ici 2026, voire 2027, rien ne change et rien ne bouge pour notre agriculture.

Dans notre département du Gers avec une année 2025 qui bat des records en termes de calamités agricoles et de crise financière majeure pour nos agriculteurs, nous ne pouvons que condamner l'incompétence politique nationale qui règne depuis plusieurs mois dans notre pays.

Il est temps que ce qu'ont demandé les agriculteurs arrive dans les fermes des paysans de France. Mais ce n'est ni pour demain ni pour après-demain.

Nous exigeons désormais de nos politiques locaux, départementaux ou régionaux, qu'ils prennent le relais de leurs confrères qui siègent à Paris dans des bureaux dorés vivant grassement sur le dos des paysans, et mettent en place des politiques locales pour remettre du revenu dans nos fermes avant la fin de l'année. Il faut que les choses bougent dans les prochains mois avant que ceux qui nourrissent la France soient affamés.

L'heure n'est plus au blabla ni à la consternation mais à l'action et à l'efficacité.

Dans le cas contraire nous appellerons les syndicats agricoles de ce département à se faire entendre sur le terrain."

Lionel Candelon Président de la Chambre d'agriculture du Gers.